



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EOVAL

1 chemin de La Fibat
31390 Lafitte-Vigordane

Références : 2026/44
Code AIOT : 0006807994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement EOVAL implanté 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane. L'inspection a été annoncée le 25/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 10 décembre 2025 a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour l'environnement qui fixe une périodicité de visite pour ce site d'un an.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOVAL
- 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane
- Code AIOT : 0006807994

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EOVAL exploite, sur son site de Lafitte-Vigordane, une plate-forme de tri, regroupement, préparation et transfert de déchets dangereux autorisée par arrêté préfectoral [AP] n°34 du 07/03/2011. Toutes les opérations qui y sont effectuées ont pour objectif de préparer les déchets (déconditionnement, broyage, séparation de phases) en vue d'optimiser leur expédition vers des unités externes de valorisation et de traitement adaptées.

Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature, mais celui-ci ne sera pas pris en compte dans les références réglementaires.

La plate-forme reçoit des déchets en vrac (citernes/bennes) et des déchets conditionnés (flaconnages, bidons, fûts, conteneurs).

Le mode de conditionnement des déchets est l'un des critères d'orientation vers les différentes unités du site. Un autre critère d'orientation est lié à la nature du déchet : la possibilité d'en extraire une part valorisable ou de séparer les phases qui le composent. Le tonnage maximal de déchets autorisé transitant sur le site est de 12 000 tonnes par an.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- Unité U08 : unité de regroupement des déchets liquides vrac (cuves aériennes) et de valorisation des hydrocarbures (séparation de phase).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 5.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rejets COV	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 3.2.3 ; 3.2.4 et 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédure d'acceptation (déchets entrants) et en cas de refus	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 5.2.1 et 5.2.3	Sans objet
3	Etat des stocks (déchets et produits dangereux)	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 décembre 2025 n'a pas fait état de non-conformités.

Néanmoins, des observations ont été effectuées et des justificatifs et actions correctives sont demandées.

En effet, il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre, dans un délai de 15 jours, son registre des déchets entrants (interne) (cf constat n°2);
- compléter son plan de zones à risques avec le zonage ATEX et/ou risque toxiques dans un délai d'un mois (cf constat n°4) ;
- transmettre les rapports d'intervention pour les réparations des moyens de lutte contre l'incendie (porte coupe-feu et robinet incendie armé) (cf constat n°5) ;
- prendre attache auprès de la commune de Lafitte-Vigordane concernant le débit faible d'un poteau incendie (cf constat n°5) ;
- transmettre, dès sa réception, le prochain rapport de mesure de rejet air (cf constat n°6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure d'acceptation (déchets entrants) et en cas de refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 5.2.1 et 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 5.2.1:</u> Préalablement à toute réception de déchets sur le centre, ceux-ci doivent être soumis à une procédure d'acceptation préalable. Cette procédure doit permettre de garantir que seuls les déchets admissibles sont réceptionnés. Le producteur transmet un dossier d'identification préalable du déchet comportant toutes les informations nécessaires (coordonnées du producteur, origine du déchet, opération ayant générée le déchet, caractéristiques physiques et chimiques du déchets, critères de dangers, conditionnements, quantités, code nomenclature ...) L'exploitant doit obtenir du producteur de déchets tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention

efficace des pollutions et des risques dans son installation.

Dans le cas de déchet vrac (livraison citerne), un ou des échantillons représentatifs sont transmis par le producteur. Le laboratoire réalise ou fait procéder à des analyses afin de déterminer si le déchet peut être accepté sur le site (conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral).

Un certificat d'acceptation préalable (CAP) est délivré au producteur. Il est valable un an.

Des acceptations à réception peuvent être envisagées ponctuellement (procédures mises en œuvre avant l'entrée du camion sur le site pour déchargement).

Article 5.2.3

En cas de modifications des caractéristiques du déchet, constatées à la réception, et si ces modifications entraînent le refus du déchet, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour le retour du déchet vers le producteur ou le détenteur du déchet ou à défaut vers le site d'élimination autorisé.

L'exploitant est tenu d'informer, dans les plus brefs délais, l'inspection des installations classées, en lui précisant la date, la nature et la quantité du déchet refusé, le détenteur (nom et adresse), les motifs du refus et les mesures prises pour le retour.

Constats :

Une procédure préalable écrite d'acceptation des déchets a été vue par l'inspection (celle-ci a été transmise par courriel du 09 décembre 2025). La dernière mise à jour de cette procédure date du 26 octobre 2016.

L'admission des déchets s'effectue par rendez-vous au préalable avec le transporteur et ce dernier doit se présenter à l'accueil avec ses accords écrits, le personnel d'accueil vérifie que les documents apportés correspondent aux éléments attendus.

Suite à cette vérification, l'exploitant effectue des tests en laboratoire d'un échantillon apporté par le transporteur. Le transporteur doit attendre l'autorisation du dépôt ou du dépotage du déchet (par transmission d'un bon de dépotage). Dans l'attente, le transporteur est invité à se diriger vers le lieu de traitement accompagné d'un opérateur.

Un opérateur renseigne le bon de dépotage après analyse de l'échantillon ou vérification des déchets :

- soit l'échantillon est conforme, et l'autorisation de dépotage ou de dépôt est accordée ;
- soit des commentaires sur l'échantillon ou sur les déchets sont effectués, et l'opérateur ordonne une mise en quarantaine afin de trouver une solution de traitement en interne (par exemple dans le cas où des déchets non prévus ont été apportés, l'opérateur effectue un nouveau certificat d'acceptation) ;
- soit l'échantillon n'est pas conforme et l'opérateur ordonne le refus de dépotage ou de dépôt,

et une alerte est donnée aux producteurs des déchets.

Ces opérations sont consignées dans un registre interne (non examiné lors de l'inspection).

L'installation dispose de deux types de lignes :

1) Ligne de traitement des déchets liquides :

- soit "en vrac" (qui correspond à des déchets liquides transportés par des citernes);
- soit "conditionnés" (c'est-à-dire transportés dans des bidons, GRV, etc...);

2) Ligne de traitement des solides :

- soit à "flux lent", ce qui correspond à un passage du déchet par une ligne de déconditionnement puis de broyage ;
- soit à "flux rapide", ce qui correspond à des déchets passant directement par la ligne de broyage (sans passer par la zone de déconditionnement) ;
- soit à "flux réactifs" (pour des déchets dangereux tels que des comburants, ou produits de piscine).

Le jour de l'inspection, une opération de dépotage était en cours (au niveau de la ligne de traitement des liquides en "vrac"). Le transporteur a bien attendu le bon de dépotage et a effectué son dépotage (de 8 tonnes d'hydrocarbures) en présence d'un opérateur, tel que prévu par la procédure interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 5.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Un registre des déchets admis et produits doit être tenu à jour. Il comporte notamment :

1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
2. La date d'enlèvement ;
3. Le tonnage des déchets ;
4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;

<p>5.La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;</p> <p>6.Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;</p> <p>7.Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;</p> <p>8.Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de réception conformément à l'article R- 541-51 du code de l'environnement;</p> <p>9.La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;</p> <p>10.Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de réception conformément à l'article R- 541-56 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets entrants est repris du logiciel Track déchets (tous les éléments prescrits dans l'article sus-visé y sont inscrits).</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer d'un registre interne qui est tenu quotidiennement mais celui-ci n'a pas été examiné lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un extrait du son registre interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Etat des stocks (déchets et produits dangereux)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets et produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vu l'inventaire des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement, en date du 10 décembre 2025. Cet inventaire est réalisé et mis à jour quotidiennement.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 09 décembre 2025 son état des stocks en date du 03 décembre 2025. Cet état des stocks montre de façon claire et synthétisée la quantité, l'emplacement, l'état, la nature physique ainsi que le type de risques associés des déchets stockés. Il est mis à jour au même moment que l'inventaire.</p> <p>Cet état des stock peut être présenté aux services de secours en cas de sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan des zones à risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées où d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plans des zones à risques est inclus dans l'état des stocks (cf constat précédent).</p> <p>Bien que la dangerosité et les risques associés aux déchets stockés sont indiqués, le plan ne montre pas d'indications de zones ATEX ou présentant des risques toxiques et/ou inflammables (bien que celles-ci soient bien indiquées sur site). Étant donné que la nature des risques induits par les déchets stockés est indiquée et que sur site les zones à risques sont bien localisées, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de modifier le plan de son état des stocks afin d'inclure les zones à</p>

risques (zones ATEX et / ou risques toxiques).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Moyens généraux de lutte contre l'incendie:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve incendie de 400 m³ associée à un local incendie (autonomie extinction 2 heures/refroidissement 90 minutes) ; - deux poteaux incendies, soit 2 x 60 m³/h (7 bars). Un poteau à moins de 100 m de l'entrée principale, un autre à moins de 100 m de l'accès pompier, tous 2 étant distant de moins de 150 m ; <p><u>Unité U02 (bâtiment tri. déconditionnement et transit)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la zone de déchargement/identification /tri (U02-100) est équipée d'un dispositif de protection par sprinklers, à déclenchement automatique (détection), ainsi que des moyens d'extinction fixes type RIA (Robinet d'Incendie Armé) et mobiles (extincteurs) ; - la zone de transit (U02-200) est équipée d'un dispositif de détection et de protection par sprinklers, à déclenchement automatique. De plus, il est possible de tempérer une partie de cette zone de stockage afin d'éviter les montées de température en période estivale. Des extincteurs sont également présents dans cette zone ; - les zones de déconditionnement liquides et pâteux (U02-300 et U02-400) sont équipées d'un dispositif de détection et de protection par sprinklers, à déclenchement automatique. Cette zone est également équipée de moyens d'extinction fixes type RIA (Robinet d'Incendie Armé) et mobiles (extincteurs) ; - l'unité U02-500 (transit des solvants régénérables) est équipée de dispositif de détection et de protection par sprinklers, à déclenchement ou automatique (détection). Moyen de régulation de la température une partie de cette zone de stockage afin d'éviter les montées de température en période estivale. Cette zone est également munie de moyens d'extinction fixes type RIA (Robinet d'Incendie Armé) et mobiles (extincteurs). <p><u>Unité U04 (préparation des déchets solides)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'unité de broyage est équipée de système d'extinction incendie (buses) implantés en haut de la trémie d'alimentation du broyeur qui permettent de circonscrire le feu rapidement, en inondant l'ensemble de mousse d'extinction. Le déclenchement de ce système d'extinction est manuel (coup de poing) ; - possibilité de brumiser de l'eau sur la trémie du broyeur en cas d'échauffement ; - des moyens d'extinction semi-fixes et mobiles sont répartis autour des alvéoles de stockage ; - les alvéoles de stockage des déchets à broyer sont équipées de moyens de détection et de protection automatiques (canons à mousse).

Unité U05 (regroupement des déchets solides et pâteux)

- ce bâtiment est équipé d'un système de détection automatique qui actionne automatiquement des canons à mousse répartis autour des alvéoles, et qui noient celles-ci ;
- les canons à mousse peuvent être actionnés manuellement (coup de poing) ;
- l'unité est équipée de moyens d'extinction fixes et semi-fixes.

Unité U08 (regroupement des déchets liquides)

- des moyens d'extinction mobiles et semi-fixes sont répartis autour de la zone de stockage vrac ;
- les cuves de stockage de liquides inflammables (HPC, hydrocarbures valorisables et fioul domestique) sont équipées de couronnes d'arrosage.

Autres unités et bâtiments:

- Tous les bâtiments ne présentant pas de risque particulier sont équipés, selon les règles en vigueur, de moyens d'extinction fixes ou mobiles.
- Tous les bâtiments sont équipés de systèmes de désenfumage, conformément à la réglementation.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les contrôles des moyens de lutte contre l'incendie sont réalisés annuellement, sauf pour le sprinklage, pour lequel la vérification est effectuée tous les 6 mois.

L'exploitant a transmis par courriel du 09 décembre 2025 :

- le dernier rapport de contrôle des extincteurs datant du 27 octobre 2025.
- Ce rapport n'appelle pas d'observations de l'inspection.

- le rapport de contrôle du / des poteaux incendie du domaine public, datant du 08 octobre 2025.

Ce rapport indique que le PI a un débit inférieur à 60 m³/h pour une pression de 1 bar. **Il revient à l'exploitant d'émettre des justifications et de s'assurer auprès de la commune de Lafitte-Vigordane que le PI soit fonctionnel.**

- le rapport de contrôle des robinets incendie armés (RIA) et des poteaux incendie armés (PIA) datant du 23 juillet 2025.

Trois observations ont été décrites dans ce rapport dont une concernant un RIA disposant d'un diffuseur fuyard ce qui le rend non fonctionnel.

L'exploitant a indiqué que les réparations ont été effectuées et notifiées en interne.

L'exploitant a également indiqué que des essais périodiques de tous les RIA sont effectués toutes les deux semaines (une semaine en interne par EOVAL, une semaine par un prestataire externe), et sont notifiées en interne.

- le rapport de contrôle du système de sprinklage datant du 10 avril 2025.

Le rapport fait état de deux anomalies :

- un ballon hydrofort vide ;

- une batterie à remplacer.

L'exploitant a indiqué que des réparations ont été effectuées lors des visites hebdomadaires. Le ballon a été remis sous air et la batterie a été remplacée.

Le rapport d'intervention interne de ces réparations a été vu par l'inspection le jour de la visite.

- le rapport de contrôle des portes coupe-feu et du système de désenfumage datant du 29 juillet 2025.

Le rapport fait état d'une porte coupe-feu dysfonctionnelle.

L'exploitant a montré à l'inspection un bon de commande pour une réparation de cette porte en date du 29 septembre 2025 et la réparation de cet équipement était prévue pour le 23 décembre 2025.

- le rapport de contrôle des explosimètres et détecteurs de flammes datant du 09/07/2025 :

Ce rapport n'appelle pas d'observations de l'inspection.

Étant donné que les contrôles des moyens de lutte contre l'incendie sont réalisés régulièrement et que des actions correctives sont effectuées suite à réception des rapports de contrôle, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant:

- de transmettre les rapports d'intervention ou les notifications des réparations du RIA défectueux sous un délai de 15 jours ;
- de transmettre un rapport d'intervention de la réparation de la porte coupe-feu dysfonctionnelle, dès sa réception ;
- de prendre attache auprès de la commune de Lafitte-Vigordane afin de justifier du faible débit du poteau incendie voire de corriger ce débit.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejets COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 3.2.3 ; 3.2.4 et 3.2.5			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets airs			
Prescription contrôlée :			
Art 3.2.3 : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :			
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Biofiltre n°1	Biofiltre n°2	Biofiltre n°3
COV visés à l'annexe II de l'AM du 02/02/98 (exprimé en carbone total)	20	20	20
COV à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 1994 (exprimé en somme massique)	2	2	2
COV à mentions de danger H341 ou H351 ou à phrases de risque R40 ou R68 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 1994 (exprimé en somme massique)	20	20	20

Art 3.2.4 : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes

Flux maximum en kg/h	Biofiltre n°1	Biofiltre n°2	Biofiltre n°3
COV	0.04	0.08	0.08
COV à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 2004 (exprimé en somme massique)	0.004	0.008	0.008

Art 3.2.5 : Une mesure des émissions sur les biofiltres 1 à 3 sera réalisée annuellement par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 9 décembre 2025 les trois derniers rapports de mesure de ses rejets airs (datant de juillet 2024; novembre 2024 et juillet 2025). Ces rapports ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral du 07 mars 2011 sus-visé, en effet ces rapports indiquent les mesures des paramètres suivants :

- Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) ;
- Composées organiques volatils totaux (COVT) ;
- Méthane (CH₄) ;

ce qui ne correspond pas aux paramètres prescrits par arrêté préfectoral (ni dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en cours de signature).

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas connaissance des types de composés organiques volatils à mentions de danger ou visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié qui sont mesurés et inclus dans les COVT.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est responsable de la conformité des mesures effectuées et qu'il doit s'assurer du respect de la conformité à son APC.

NB: en date du 22 janvier 2026, l'exploitant a pris l'attache de son prestataire afin de changer les paramètres à mesurer afin de préciser les types de de COV rejetés. Le rapport de juillet 2025 a également été modifié, une observation du prestataire précise que

" Les concentrations en COV totaux sont inférieures aux seuils de l'arrêté préfectoral (20 et 2 mg/Nm3). Il en est de même pour les seuils au niveau des flux. Nous pouvons donc conclure à un respect de ces VLE."

Étant donné que des actions correctives ont été effectuées suite à la visite, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dès sa réception, le prochain rapport de mesure des rejets air (les dernières analyses ayant eu lieu le 11 décembre 2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois